



on est fait pour
être ensemble



Consultation publique

Proposition d'engagements d'Orange pour la période 2026-2028 concernant les tarifs des accès à la boucle locale de cuivre soumis à l'obligation tarifaire de non-excessivité

Réponse à la consultation publique du 4 février 2025

Version publique



Synthèse de la réponse

L'Autorité indique dans la présente consultation son intention de maintenir le tarif non-excessif à 10,70€/mois pour la période 2026/2028, montant identique à celui qu'elle avait défini pour l'année 2025. En 2025, le tarif non-excessif a connu une hausse de près de 8% par rapport à 2024 (tarif non-excessif 2024 de 9,95€/mois) alors que l'inflation en France en 2024 était de 2%. Si Bouygues Telecom accueille favorablement la proposition de stabilité du tarif non-excessif de la présente consultation, elle souhaite néanmoins rappeler que le tarif de dégroupage « moyen » (IFER compris) qui est facturé par Orange aux opérateurs tiers ne cesse de progresser (+19% en 2024 et + 3% sur le seul mois de janvier 2025).

La double stabilité des tarifs orienté coûts et non-excessif envisagée par l'Autorité de 2025 à 2028 ne permettra donc pas d'assurer une stabilité du tarif de dégroupage « moyen » payé par les opérateurs commerciaux. En effet, la part des abonnements sur laquelle s'applique le tarif non-excessif ne fait que croître avec la couverture FTTH des communes. En janvier 2025, le tarif non-excessif s'applique désormais sur près de 20 000 communes, soit près de 42% de la population. L'analyse des coûts mensuels supportés par les opérateurs alternatifs au titre du dégroupage cuivre doit impérativement être faite sous l'angle du coût « moyen » par client cuivre.

Dans ce contexte, et bien que déjà trop élevé, une stabilité du tarif non-excessif sur la période 2025/2028 est essentielle pour répondre aux principes de prévisibilité crucial pour notre secteur.

Enfin, Bouygues Telecom invite l'Arcep, en cohérence avec sa volonté de stabiliser les tarifs orienté coûts et non-excessif, à s'assurer que le tarif qui s'appliquera aux zones de fermeture du cuivre (zone C) reste durablement « aligné » avec ce tarif non-excessif.

Une hausse importante du tarif de dégroupage « moyen »

Depuis le 1^{er} janvier 2024, l'Autorité a instauré 3 tarifs de dégroupage contre 1 seul précédemment :

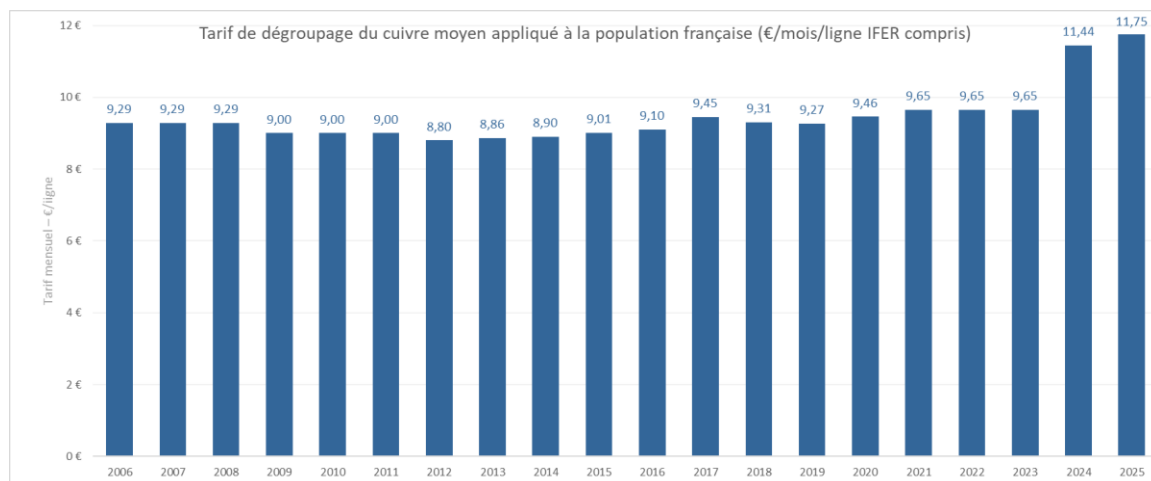
- Zone A (tarif orient coûts) correspondant aux tarifs « historiques »,
- Zone B (tarif non-excessif),
- Zone C (tarif avec levée de l'obligation de contrôle tarifaire)

Malgré ces différenciations tarifaires par zone imposées par Orange aux opérateurs commerciaux, ces derniers appliquent un tarif unique à leurs clients cuivre sur l'ensemble du territoire. Or, la part de la population, et donc des abonnements cuivre, situés en zones tarifaires B et C, ne fait qu'augmenter depuis 2024¹ :

	janv-24	avr-24	août-24	oct-24	janv-25
Pourcentage de locaux situés en zone B et C	28%	31%	33%	37%	42%

En conséquence, le coût mensuel « moyen » d'une ligne cuivre dégroupée (IFER compris) facturé par Orange aux opérateurs commerciaux a connu une augmentation de près de 19% entre 2023 et fin 2024 (9,65€ à 11,44€). Entre décembre 2024 et janvier 2025, le tarif de dégroupage « moyen » a encore progressé de 3% (conséquence de la hausse du volume de la population située en zone B combinée à la hausse du tarif non-excessif de 9,95€ à 10,70€).

Le graphique ci-dessous illustre le tarif de dégroupage « moyen » payé par les opérateurs commerciaux (IFER compris) à Orange en fonction de la répartition de locaux situés dans les différentes zones tarifaires :



Jusqu'à 2023 (inclus), le tarif de dégroupage appliqué par Orange était unique sur l'ensemble du territoire. Depuis 2024, ce tarif de dégroupage est désormais la résultante de la combinaison des 3 tarifs indiqués précédemment.

¹ Données tirées de l'Observatoire HD THD ARCEP du T2 2024 et du fichier zonage tarifaire par commune pour les offres d'Accès à la boucle locale d'Orange et DSL Access de janvier 2025



Le maintien du tarif non-excessif sur la période 2026/2028 est essentiel pour apporter de la prévisibilité aux opérateurs commerciaux. Bouygues Telecom souhaite rappeler que le montant au titre du dégroupage in fine facturé est désormais le résultat d'une combinaison d'un tarif orienté vers les coûts, d'un tarif non-excessif et d'un tarif sans obligation tarifaire. Or, les offres des opérateurs commerciaux étant des offres nationales sans distinction tarifaire sur l'ensemble du territoire, il est donc crucial que le tarif de dégroupage « moyen » issu des trois tarifs précédemment décrits soit stable.

Or, comme l'illustre le graphique précédent, malgré une stabilité envisagée par l'ARCEP du tarif orienté coûts et du tarif non-excessif sur la période 2025/2028, le tarif de dégroupage « moyen » ne cesse d'augmenter, ce qui pèse négativement sur la rentabilité des opérateurs commerciaux et contribue à renforcer la rente perçue par Orange au titre du réseau cuivre hérité de l'ancien monopole national.

Alors que l'ARCEP, dans la présente consultation, présente sa volonté d'une stabilité du tarif non-excessif, Bouygues Telecom souligne que la stabilité d'une des composantes du tarif de dégroupage « moyen » ne permet cependant pas d'assurer une stabilité de ce dernier. Les marges des opérateurs commerciaux alternatifs sont donc altérées au seul profit d'Orange, propriétaire d'un réseau cuivre dont le démantèlement devrait rapporter près de 8 milliards d'euros (source La Tribune 2022) alors qu'il a été financé par l'ensemble des opérateurs.